

Santé, Protection animale, Environnement  
2 rue Pierre Bonnard  
CS 70590  
64010 Pau

Pau, le 13/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVIERS DE REBENACQ**

MM. Yoann et Frédéricq CAHELOU  
Moulin Lasserre, 40 route Laruns  
64260 Rébénacq

Références : [HJ/Env n°2024-221](#)

Code AIOT : 0056401426

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement VIVIERS DE REBENACQ implanté MM. Yoann et Frédéricq CAHELOU Moulin Lasserre, 40 route Laruns 64260 Rébénacq. L'inspection a été annoncée le 25/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La SAS VIVIERS de Rébénacq est inspectée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des élevages soumis à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. La visite d'inspection est également orientée en vue de procéder à l'actualisation de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVIERS DE REBENACQ
- MM. Yoann et Frédéricq CAHELOU Moulin Lasserre, 40 route Laruns 64260 Rébénacq
- Code AIOT : 0056401426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture les Viviers de Rébénacq, dont le propriétaire actuel est Monsieur Yoann CACHELOU, est spécialisée dans la production d'oeufs de truites-arc-en-ciel et dans le grossissement des truites réformées en vue de leur commercialisation. Elle fait aussi de l'expérimentation en recherche et développement pour améliorer les pontes, le nourrissage etc.. et est dotée d'un atelier d'abattage et de conditionnement.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Fuite dans le milieu

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Pisciculture bien gérée qui tend à respecter les prescriptions d'ores et déjà inscrites dans son autorisation préfectorale, notamment en matière de prélèvement et de rejets. Les efforts et améliorations sont à poursuivre, notamment en matière de traitement des rejets. La pisciculture est attentive au réchauffement climatique, et ses conséquences sur la production d'oeufs de truites, et oriente ses recherches et investissements dans ce sens, afin de poursuivre cette activité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8	Demande d'action corrective	
6	Rejets et autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 5 et 6 de l'annexe III	Demande d'action corrective	
7	Point de mesure des prélèvements aval	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4 de l'annexe III	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations et aménagements	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article Annexe III	Sans objet
3	Production	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 2	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 3 de l'annexe I	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 08/01/2014, article 4 de l'annexe I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le pisciculteur est invité à fournir quelques éléments complémentaires et précisions par lettre de suites

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Installations et aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article Annexe III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité de l'installation à l'autorisation préfectorale
<b>Prescription contrôlée :</b>  Evolution des installations depuis 2014
<b>Constats :</b>  Dans la continuité de la couverture des bassins piscicoles réalisée en 2017 qui ont fait l'objet d'une simple prise d'acte par l'inspection des installations classées le 7 mars 2017 (couverture de 8 bassins sur 17 existants), le pisciculteur a démarré la couverture des bassins existants dédiés à l'expérimentation en recherche et développement. Le pisciculteur a transmis par courrier du 17 juin 2024 le permis de construire correspondant pour lequel l'inspection des ICPE a pris acte par courrier en date du 5 novembre 2024. 8 bassins d'expérimentation ont été couverts. Une 2ème visite réalisée le 21 novembre 2024 per-

met de constater que la toiture et la charpente sont terminées.  
De plus, le pisciculteur a posé des gardes corps métalliques en 2023 depuis la vanne d'admission, en parallèle du canal d'amenée de l'eau du Neez, pour sécuriser l'accès à la prise d'eau et aux échelles limnimétriques.

Au niveau des bassins situés en tête de la pisciculture, le 1<sup>er</sup> bassin sert uniquement à l'hydraulique. Cependant, il est plein le jour de l'inspection par des truites (pas grosses) qui ont été ponctuellement transvasées depuis un autre bassin. 2 techniciens sont en cours de préparation du matériel pour prélever les œufs des truites.

Le second bassin est équipé d'un défeuilleur rotatif à son entrée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Prélèvement d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 8

**Thème(s) :** Élevage, Conditions de prélèvement et encadrement du prélèvement

**Prescription contrôlée :**

Présence d'un dispositif de mesure du débit prélevé - Enregistrement des débits

### Constats :

Pour mémoire, la pisciculture de Rébénacq est alimentée d'une part par la dérivation du cours d'eau le Neez et d'autre part par une source résurgente du Neez, l'Oeil d'Uza. Le débit moyen interannuel du Neez, relativement constant, est de 3000 l/seconde (variant entre 2500 et 3500 litres/s) et prend sa source à l'amont de la pisciculture depuis une source, l'oeil du Neez, qui alimente également la ville de Pau. Le pisciculteur a obtenu l'autorisation de prélever 900 l/s. Le débit minimum à laisser dans le cours d'eau est de 1 m<sup>3</sup>. L'oeil d'Uza est dérivé en totalité pour alimenter les bassins piscicoles et son débit varie entre 150 et 250 l/s (150 l/s en été).

### Débit réservé

Pour vérifier le respect du débit réservé, le pisciculteur a mis en place une échelle limnimétrique en rive droite du Neez (bras droit à cet endroit), après le rejoignement des eaux de surverse des canaux d'alimentation (cours d'eau et Oeil d'Uza). En effet, le canal d'alimentation a été construit de manière à capter les eaux qui sont dérivées naturellement en rive droite par un épi naturel qui s'est formé sous la forme d'un enrochement naturel et qui sépare les eaux du Neez en 2 bras. Le débit transitant par le canal étant supérieur aux besoins de la pisciculture, une partie est rejetée en amont de la vanne par une échancrure de plus de 1m de large. Il en est de même en période de crue pour la source de l'Oeil d'Uza (c'est le cas le jour de la 2<sup>ème</sup> visite le 21 novembre 2024) dont le canal d'alimentation est doté d'une échancrure de plus de 1 m juste en amont de la vanne d'admission.

Le canal d'amenée des eaux du Neez rejette également en amont les embacles et feuilles (petit canal situé à mi-chemin de la prise d'eau et se jetant dans le Neez).

Auparavant, le pisciculteur précédent (Monsieur Hondet) avait installé une échelle limnimétrique après la vanne d'admission où les eaux du Neez et de l'Oeil d'Uza se rejoignent et visible depuis la route, mais elle n'est plus fonctionnelle.

### Débit dérivé

2 échelles limnimétriques sont présentes le jour de l'inspection, l'une est installée dans le canal d'amenée du cours d'eau le Neez et la seconde dans le canal d'amenée des eaux de la source l'Oeil d'Uza avant les 2 échancrures des eaux de surverse.

Les 3 échelles limnimétriques sont en cours de tarage. 3 passages ont d'ores et déjà été réalisés par la société en charge du tarage, Aquifère. Il reste 3 passages à réaliser. Le tarage devrait être terminé en mars 2025. Les mesures et enregistrements des débits dérivés et réservés pourront ainsi démarrer. La fréquence des mesures et leur enregistrement devront être prescrits dans l'arrêté pré-

<p>fectoral complémentaire.</p> <p>Remarque 1 : Le projet d'installation de nouvelles échelles limnimétriques pour mesurer les débits dérivés et le débit réservé, en remplacement des échelles auparavant installées en 2012 par le précédent propriétaire, Monsieur HONDET, n'a pas fait l'objet d'un dossier porté à la connaissance de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Remarque 2 : les échelles limnimétriques sont accessibles depuis la pisciculture et par le champs en amont où sort la source de l'Oeil d'Uza, en rive droite du Neez.</p> <p>Remarque 3 : Le débit réellement entonné par le pisciculteur n'est pas directement lisible. Selon les renseignements onnés par le pisciculteur, le prélèvement de 1 150 l/s au total (Neez et Oeil d'Uza) pour l'alimentation du site est largement suffisant, compte tenu de sa production annuelle actuelle (moins de 50 tonnes par an, et de la biomasse présente (91 tonnes en mai 2024).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Fournir les courbes de tarage des 3 échelles limnimétrique ainsi que les enregistrements des mesures des débits (fréquence des relevés à prescrire dans l'arrêté préfectoral)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

#### N° 3 : Production

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Conformité de la production annuelle et biomasse en bassin</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tonnage annuel et en présence</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection, le stock de poissons en bassins s'élève à 91,3 tonnes. La production moyenne des 5 dernières années a été fournie par le pisciculteur. Elle s'élève à 6,8 tonnes en moyenne pour les œufs fécondés, 4,16 tonnes pour les œufs caviars, et 32,33 tonnes pour les truites réformées.</p> <p>Précisions apportées par le pisciculteur lors de la 2ème visite du 21/11/2024 : en moyenne le tonnage annuel des œufs produits est de l'ordre de 12 tonnes, le reste revient aux truites réformées.</p> <p>Le grossissement des truites réformées (après 3 pontes environ) peut atteindre jusqu'à 5 kg et parfois plus 7kg. La majorité des truites réformées partent en vivant (conditionnement réalisé sur place avec caisse et glace. La pisciculture est équipée d'une machine à glace changée récemment) et sont destinées à la consommation. Le reste de la production de truites réformées rentre dans l'atelier d'abattage et est destinée à l'expérimentation. Ces truites, selon leur état et ce qui n'est pas prélevé pour l'expérimentation, sont vendues localement (entre autre M. Peillen) pour commercialisation.</p> <p>L'article 2 de l'AP du 8 janvier 2014 ainsi que l'article 3 de l'annexe III du même arrêté sont respectés.</p> <p>Conforme</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 3 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Vérification du contrôle annuel
<b>Constats :</b>  Les installations électriques sont contrôlées chaque année. Le rapport APAVE a été réalisé le 13 mars 2024 (vu sur place). Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 08/01/2014, article 4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Présence d'extincteurs
<b>Constats :</b>  Les extincteurs sont contrôlés chaque année, le passage du technicien date du 29 mars 2024. Conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Un extincteur supplémentaire est à prévoir dans le petit local situé au dessus des bassins d'expérimentation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Rejets et autosurveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 5 et 6 de l'annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet – Respect du protocole d'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rejets et fréquence des analyses - Autosurveillance réglementaire
<b>Constats :</b>  <b>Rejets</b>  Les effluents de la pisciculture sont rejetés en 1 seul point de rejet, situé sous la maison d'habitation et à l'aval de celle-ci. 3 grilles de diamètre 10 mm sont installées, la 4ème est supérieure à 10 mm et devra être changée. Des fils de fer barbelés sont installés au niveau du rejet pour éviter les vols.  <b>Analyse des rejets</b>  Les résultats des analyses des principaux paramètres de rejet à surveiller ont été transmis par le

pisciculteur à l'inspection pour les années 2019 à 2023. Les résultats des analyses amont/aval en ponctuel et 24H sont conformes aux valeurs limites de rejet inscrites à l'article 5 de l'annexe III l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la pisciculture les Viviers de Rébénacq de 2014.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le pisciculteur doit déclarer ses effluents rejetés sur GIDAF. Les modalités de déclaration de cette démarche lui sont précisées par lettre de suites.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 7 : Point de mesure des prélèvements aval**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 4 de l'annexe III

**Thème(s) :** Élevage, Conformité aux articles 14 et 15 de l'arrêté ministériel du 01/04/2008

**Prescription contrôlée :**

Actualisation de l'annexe III de l'AP du 08/01/2014

**Constats :**

Par jugement en date du 29 mars 2016, le tribunal administratif a annulé l'article 4.3 intitulé « point aval » de l'annexe III de l'arrêté préfectoral n°2014.008.0063 du 8 janvier 2014, relatif au point de prélèvement aval, initialement fixé à 360 m de la pisciculture.

Suite à cette décision, une proposition d'un point de prélèvement des rejets à 210 m de la pisciculture a été faite par le pisciculteur par courrier du 6 avril 2016. La DDPP a validé ce point dont les coordonnées sont les suivantes : latitude 43°09'23.9"N et longitude 0°24'12.2"O. La proposition de modifier l'arrêté préfectoral du n°2014 008 0063 du 8 janvier 2014 reste conditionnée à la notification du jugement du tribunal administratif au pisciculteur dont l'inspection des installations classées n'a pas reçue copie à ce jour (Cf courrier d'E. Griot en date du 11 avril 2016).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre une copie de la notification de la décision du tribunal administratif afin de viser l'arrêté préfectoral complémentaire à venir permettant de prescrire ce nouveau point de rejet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective